

Technologie et changements climatiques

16 décembre 2004

Le développement durable, c'est l'épine dorsale d'une politique responsable, nous en sommes tous convaincus ici. Mais, ne nous voilons pas la face : dans la réalité, les intérêts de l'économie et de l'environnement se livrent souvent bataille. Et normalement l'économie l'emporte ! Notre responsabilité politique est de tenir compte de cette réalité, malgré nos convictions.

Afin de surmonter ces différends, je sais que certains d'entre vous ont réuni l'environnement et l'agriculture dans un même ministère. Mon pays a choisi de regrouper, dans un ministère des

infrastructures, les ressorts de l'environnement, l'énergie, la communication et les transports. L'idée est que l'environnement soit omniprésent, qu'il fasse partie intégrante, d'emblée, de nos réflexions et de nos réalisations techniques, aussi bien quand nous construisons des routes que des chemins de fer. Et notre politique des transports s'efforce d'être cohérente avec notre politique climatique puisque notre but est de transférer le trafic de marchandises de la route au rail. Nous taxons les camions, avec un système qui frappe plus fortement ceux qui polluent le plus. C'est une incitation pour les transporteurs de s'équiper en véhicules dont la technologie respecte mieux l'environnement. Avec succès d'ailleurs. Sous la menace de cette taxe, la technologie des émissions nocives s'est améliorée de manière

considerable. Dans ce vaste chantier, nous collaborons d'ailleurs très étroitement avec nos partenaires européens afin que notre vision commune se réalise, à savoir des trains qui traversent le continent européen et transportent les marchandises des ports des mers du Nord jusqu'aux bords de la Méditerranée.

Parce qu'il nous faut absolument empoigner vigoureusement le problème des transports. C'est le plus aigu. Alors que nous avons réalisé de réels progrès avec l'industrie qui s'est engagée à réduire ses émissions de CO₂ (parce que l'industrie a intérêt à baisser sa consommation d'énergie)

la consommation d'énergie, et tout particulièrement, celle due au trafic automobile, continue d'augmenter. Nos voitures consomment moins d'énergie, en

moyenne, mais nous avons davantage de voitures et nous nous déplaçons davantage.

A la politique de permettre aux technologies respectueuses de l'environnement de se développer.

Face a ces constats, il nous faut voir la realite en face et nous demander comment utiliser les interets de l'economie pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir des technologies respectueuses de l'environnement.

Prenons le prix du petrole et l'insecurite qui regne dans de nombreux pays producteurs : ce sont autant d'incitations a developper des technologies qui utiliseront de moins en moins les energies fossiles.

Cela me fait penser au cou de la girafe.

Souvenez-vous : on croyait autrefois qu'il s'était allongé pour permettre à l'animal vivant dans la savane aride d'atteindre les feuillages haut-perche. La fonction crée l'organe, disait-on. Cette théorie a été contestée par la suite, laissons la discussion aux scientifiques. Dans tous les cas, elle s'applique à la politique. Une situation difficile est souvent le terreau dont se nourrissent les nouvelles idées.

Cette motivation d'ordre économique et géopolitique rejoint une nécessité vitale qui est celle de résoudre le problème climatique.

Nous pourrions donc avancer que la fonction crée la technologie. Mais celle-ci ne se développe pas instantanément, selon une logique qui lui serait propre. Elle s'adapte à des cadres que la politique définit. C'est à nous, responsables politiques, de promouvoir

les technologies respectueuses de
l'environnement.

Cela étant, nous oeuvrons aussi dans l'intérêt économique des nations. Les pays pauvres sont riches en énergies renouvelables, ils ont donc tout intérêt à les exploiter plutôt qu'à se ruiner en pétrole. Quant aux pays riches, ils ont intérêt à développer et exporter de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement : le marché est immense.

Par la Convention et le Protocole de Kyoto, le cadre nécessaire pour donner des incitations aux développeurs de technologies et aux consommateurs est déjà en place depuis de nombreuses années. Chacun de nous l'a complété par sa législation nationale sur l'environnement et sur la protection du climat. Il s'agit maintenant de l'étoffer, chez chacun de nous et dans le monde entier.

- **La coopération avec les pays en développement est nécessaire**

La situation est évidemment très différente dans les pays industrialisés et les pays en développement. Nous, pays industrialisés, avons de grandes capacités de recherche, de développement et de diffusion des technologies rationnelles, et nous devons assumer pleinement ce rôle. Une coopération renforcée avec les pays en développement est nécessaire afin de les aider dans leur développement durable. Les pays en développement doivent disposer d'emblée des technologies les plus avancées lors du développement de leurs infrastructures et équipements. Mais, de leur côté, il leur faut mettre en place un cadre stable pour permettre les investissements. Ceci exige non

seulement une bonne gouvernance, mais signifie aussi qu'à terme les prix de l'énergie reflètent leur coût de revient. C'est indispensable pour éviter le gaspillage.

D'autre part, les pays industrialisés doivent montrer l'exemple en internalisant le coût du carbone. À cette fin, un cadre international est nécessaire pour permettre l'émergence d'un marché et d'un prix universel du carbone. Dans un tel marché, les technologies avancées auront plus de chances de s'imposer.

L'objectif est l'atténuation des changements climatiques, non le développement technologique en soi

Comme le cou de la girafe n'est pas qu'au service de la grâce de l'animal, mais lui est

indispensable pour se nourrir, la technologie n'est pas un but en soi. Il s'agit de protéger le climat de notre planète. La politique a peu d'emprise sur le cou de la girafe, elle en a beaucoup sur l'évolution des technologies.

C'est pourquoi nous sommes ici a Buenos Aires, c'est pourquoi nous allons rentrer chez nous pour creer et appliquer les lois et les cadres juridiques pour permettre aux nouvelles technologies de se developper.

Nous avons entendu mercredi le ministre du Kiribati dire que son pays etait en train de disparaitre de la carte du monde. Mettons-nous a sa place. Et rentrons agir, chacun de nous, pendant qu'il en est encore temps.